

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/40

18 mai 1998

(98-2017)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Deuxième session
Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

ALLEMAGNE

Déclaration distribuée par S.E. M. Günter Rexrodt,
Ministre fédéral de l'économie

Demain nous commémorerons le cinquantième anniversaire du GATT. C'est un événement exceptionnel: 50 ans d'existence du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Les marchés ouverts et la libre concurrence ont encouragé une division du travail efficace, l'innovation technologique et les avantages économiques - pour toutes les parties contractantes.

Les échanges et les flux d'investissement mondiaux sont devenus le moteur de la croissance et de la prospérité pour l'économie mondiale.

Au cours de ces 50 années, de nombreux pays Membres ont échappé au piège de la pauvreté pour devenir ce que l'on appelle des "économies émergentes".

Beaucoup d'autres ont abandonné la planification économique centralisée pour devenir des économies en transition performantes.

Cela illustre clairement les réalisations majeures du GATT et de l'OMC.

Cela justifie notre volonté politique d'aller courageusement de l'avant. Nous sommes sur la bonne voie depuis 50 ans et nous devons y rester au moment d'entrer dans le XXI^e siècle.

Les pays qui sont toujours en dehors de l'OMC devraient en devenir Membres à part entière dès que possible, reconnaissant les règles du système.

Nous voulons que l'OMC soit une organisation véritablement universelle.

Nous devrions axer nos travaux aujourd'hui et demain sur un examen approprié de la mise en oeuvre de nos engagements existants et sur une entente générale concernant la préparation de nouvelles négociations globales en l'an 2000.

Je sais bien que, pour de très nombreux Membres de l'OMC, la principale question prioritaire est la mise en oeuvre intégrale des obligations existantes.

Je suis moi-même convaincu que cela est vital pour mettre en oeuvre et appliquer intégralement les règles multilatérales que nous avons définies lors du Cycle d'Uruguay.

Cela est certes un aspect essentiel de l'ensemble de nos travaux, et cela ne doit pas nous empêcher de nous tourner vers l'avenir.

Le programme incorporé signifie qu'à compter de l'an 2000 nous devons de toute façon revoir de nombreux accords majeurs de l'OMC.

Parmi les questions les plus importantes et les plus complexes à traiter, il y a l'agriculture et le commerce des services.

Le principal objectif de toutes ces négociations sera d'améliorer l'accès aux marchés.

Nous avons appris lors du Cycle d'Uruguay que ces négociations ne peuvent aboutir que si elles sont menées sur une base globale avec l'appui politique de tous les Membres de l'OMC.

Si nous voulons relever les défis et saisir les chances de la mondialisation, nous devons nous engager une fois de plus à appliquer un programme ambitieux.

Le programme arrêté à Singapour met l'accent sur les marchés publics, la facilitation des échanges et les questions liées au commerce telles que l'investissement, la concurrence et l'environnement.

Nous devons aller au-delà et nous efforcer de poursuivre la libéralisation dans des domaines comme les droits de douane frappant les produits industriels et les obstacles non tarifaires.

Nous vivons dans un monde diversifié dans lequel différents pays ont des niveaux de développement différents.

Pour faciliter l'intégration des pays en développement dans le système multilatéral, nous sommes convenus d'un traitement spécial et différencié.

Le gouvernement de mon pays appuie fermement tous les efforts déployés à l'OMC, au CCI et à la CNUCED en vue d'améliorer l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement, de renforcer la capacité d'exporter de ces pays en leur apportant une assistance technique et de créer les conditions nécessaires à l'application des règles multilatérales.

Cela affaiblirait les tenants du protectionnisme qui cherchent toujours des échappatoires et des excuses.

La liberté des marchés et l'égalité des chances ne peuvent jamais être une voie à sens unique.

Mais je n'ai pas besoin de rappeler à la Conférence que nous, les pays les plus développés, avons une plus grande responsabilité.

Nous devons mettre en place des marchés libres et assurer le libre accès aux marchés pour les pays les plus faibles appartenant au système mondial.

Des contretemps douloureux, comme la crise financière que traversent certaines économies asiatiques, ne doivent pas nous détourner de ces engagements.

Les gens doivent comprendre que l'Asie n'est pas confrontée à une crise du système multilatéral.

En fait, la crise est provoquée par l'absence d'institutions en état de marche et le manque de règles transparentes.

Plus que jamais nous devons maintenant oeuvrer sans parti pris en faveur de réformes structurelles, de réformes de la réglementation, de l'adaptation aux nouvelles technologies et de l'innovation.

La Réunion ministérielle est une occasion unique de définir une orientation politique claire pour nos travaux et négociations futurs.

Le Conseil général devrait préparer, sur les questions de fonds, les prochaines négociations afin que les Ministres puissent décider de les lancer à leur troisième réunion en 1999.

Nous, Ministres du commerce, sommes chargés d'asseoir et de renforcer le système multilatéral; nous devons donc ne pas nous contenter de faire un bilan à la réunion en cours. Il est temps de préparer de nouvelles initiatives pour la libéralisation du commerce et de l'investissement.
